

**DECRET N°2015-1332/PRES-TRANS/PM/MASSN/MEF du 17 novembre 2015 portant
approbation des statuts particuliers du Fonds national de solidarité. JO N°04 DU 28 JANVIER
2016**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;
VU la Charte de la Transition ;
VU le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
VU le décret n°2015-892/PRES-TRANS/PM du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;
VU la loi n° 010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'Etablissements publics ;
VU le décret n°2014-610/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des Fonds nationaux ;
VU le décret n°2013-973/PRES/PM/MASSN du 30 octobre 2013 portant organisation du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale ;
VU le décret n°2008-715./PRES/PM/MEF/MASSN du 17 novembre 2008 portant création du Fonds national de solidarité ;
VU le décret n° 2015-985/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 17 août 2015 portant attributions des membres du Gouvernement ;
VU le décret n° 2015-989/PRES-TRANS/PM/MEF du 17 août 2015 portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
VU la charte nationale de solidarité ;
Sur rapport du Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale ;

Le Conseil des Ministres de la Transition entendu en sa séance du 21 octobre 2015 ;

DECRETE

Article 1 : Sont approuvés les statuts particuliers du Fonds national de solidarité dont le texte est joint en annexe au présent décret.

Article 2 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°2008-768/PRES/PM/MEF/MASSN du 01 décembre 2008 portant approbation des statuts particuliers du Fonds national de solidarité.

Article 3 : Le Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le **17 novembre 2015**

Michel KAFANDO

Le Premier Ministre

Yacouba Isaac ZIDA

Le Ministre de l'Action Sociale
et de la Solidarité Nationale

Jean Gustave SANON

Le Ministre de l'Economie
et des Finances

Nicole Angéline ZAN/YELEMOU

STATUTS PARTICULIERS DU FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Fonds national de solidarité en abrégé FNS, sont régis par les présents statuts particuliers et les dispositions légales et réglementaires au Burkina Faso notamment la loi n° 010-2013/AN du 30 avril 2013, portant règles de création des catégories d'Etablissements publics et le décret n°2014-610/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des fonds nationaux.

Article 2 : Le FNS est un fonds d'Etat doté de la personnalité morale et jouissant des

Article 3 : Le FNS est placé sous la tutelle technique du Ministre chargé de l'action sociale et sous la tutelle financière du Ministre chargé des finances.

Article 4 : Le Ministre de tutelle technique est chargé essentiellement de veiller à ce que l'action du Fonds s'insère dans le cadre des objectifs fixés par le Gouvernement et particulièrement ceux de la politique sectorielle du département.

Article 5 : Le Ministre de tutelle financière est chargé essentiellement de veiller à ce que l'activité du Fonds s'insère dans le cadre de la politique financière du Gouvernement et que la gestion soit la plus saine et la plus efficiente possible.

Article 6 : Dans le cadre de l'exercice de la tutelle, le Conseil d'Administration du FNS adopte:

Dans les trois (03) mois avant le début de l'exercice budgétaire :

- le programme d'activités ;
- le plan annuel de l'auditeur interne ;
- les comptes prévisionnels de dépenses et de recettes ;
- le programme de financement des investissements
- les conditions d'émission des emprunts.

2. Dans les quatre (04) mois suivant la clôture de l'exercice :

- les états financiers et le rapport de l'auditeur interne;
- le rapport d'activités ;
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- un rapport annuel sur les problèmes rencontrés dans le fonctionnement du FNS.

Article 7 : Le Président du Conseil d'Administration est tenu de transmettre à chaque Ministre de tutelle pour observations, le compte rendu ainsi que les délibérations adoptées dans un délai maximum de vingt et un (21) jours après chaque session du Conseil d'Administration.

La transmission du compte rendu n'exclut pas la production d'un procès verbal détaillé qui sera adopté par le Conseil d'Administration, archivé au sein du FNS pour toutes fins utiles.

Article 8 : Les délibérations du Conseil d'Administration du FNS deviennent exécutoires, soit par un avis de non opposition des ministres de tutelle, soit par l'expiration d'un délai de trente (30) jours à partir de la date de dépôt des dites délibérations aux cabinets des ministres.

En cas d'opposition, l'exécution de la délibération mise en cause est suspendue.

Article 39 : Les conditions et limites des concours du FNS sont fixées par arrêté conjoint des Ministres de tutelles.

Article 40 : Le seuil délégué au Directeur Général du FNS est fixé par le Conseil d'Administration.

CHAPITRE III : DE LA DIRECTION GENERALE

Article 41 : Le Fonds national de solidarité est dirigé par un Directeur Général recruté selon la procédure d'appel à candidature.

A l'issue de la phase de recrutement, il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Par dérogation, le Conseil des Ministres peut pourvoir directement au poste de Directeur Général.

Article 42 : Le Directeur Général détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du Conseil d'Administration du FNS. A ce titre :

- il est l'ordonnateur principal du budget ;
- il assume en dernier ressort la responsabilité de la direction technique, administrative et financière du FNS qu'il représente dans les actes de la vie civile notamment à l'égard des tiers et des usagers ;
- il prépare les délibérations du Conseil d'Administration et en exécute les décisions. Il prend à cet effet toutes initiatives et décisions, dans la limite de ses attributions ;
- il signe les actes concernant le FNS. Toutefois, il peut donner à cet effet toutes délégations nécessaires sous sa propre responsabilité ;
- il fixe dans le cadre des tarifs de cession des biens et services produits par le FNS, les conditions particulières à consentir à chaque catégorie de clientèle notamment les remises et abattements éventuels ;
- il nomme et révoque le personnel qu'il gère conformément à la réglementation en vigueur ;
- il prend dans les cas d'urgence qui nécessitent un dépassement de ses attributions normales, toute mesure conservatoire nécessaire, à charge pour lui d'en rendre compte au Président du Conseil d'Administration dans les plus brefs délais ;
- il développe une politique managériale notamment dans les domaines de la gestion financière, de la gestion des ressources humaines, de l'organisation des conditions de travail, des investissements et des systèmes d'information et de communication ;
- il est chargé du suivi des projets et accords dans le cadre de la coopération internationale ;
- il examine et approuve les demandes de financement relevant de sa compétence.

Article 52 : Les états financiers annuels du FNS sont soumis à la certification d'un ou deux commissaires aux comptes nommés conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Article 53 : Les commissaires aux comptes sont nommés par le Conseil d'Administration pour un mandat de trois (03) exercices sociaux renouvelables. Ils perçoivent des honoraires dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration.

TITRE IV : DU PERSONNEL DU FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

Article 54 : Le personnel du Fonds national de solidarité comprend :

- les agents contractuels du Fonds national de solidarité ;
- les agents publics de l'Etat détachés ou mis à disposition du FNS ;
- les agents mis à la disposition du Fonds national de solidarité dans le cadre d'une coopération.

Article 55 : Nonobstant les dispositions de l'article 54 ci-dessus, le Fonds national de solidarité peut s'attacher les services de toute autre catégorie de personnel recruté dans le cadre de conventions.

Article 56 : Le règlement intérieur du FNS précise l'organisation interne du travail.

TITRE V : DU CONTROLE

Article 57 : Il est créé au sein du FNS une structure chargée de l'audit interne rattachée au Conseil d'Administration.

L'auditeur interne est recruté par le Conseil d'Administration. Il est nommé par décision du Président du Conseil d'Administration.

Article 58 : L'auditeur interne rend compte régulièrement au Conseil d'Administration à travers des rapports périodiques.

Le rapport d'audit annuel à produire par l'auditeur interne doit être soumis au Conseil d'Administration pour adoption.

Article 59 : Le Fonds national de solidarité est soumis au contrôle et à l'inspection des différents corps de contrôle de l'Etat habilités à cet effet, notamment :

